

# Les 10 leviers de la politique climatique de la Suisse

Individuellement ou de manière combinée, tous les secteurs ont un impact climatique et représentent donc des enjeux à l'échelle suisse ou mondiale. Il est donc nécessaire d'agir simultanément sur l'ensemble des leviers d'action qui sont présentés ici. Pour atteindre l'objectif mondial du « zéro émissions nettes », actionner chacun des 10 leviers doit permettre d'atteindre le zéro émissions nettes au plus tard en 2050. Les leviers les plus importants sont ceux ayant une portée internationale : en matière de climat, la Suisse fait en effet partie du G20 des pays les plus émetteurs, voire du G8 !

## 1 Emissions domestiques Enjeu : 50 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

Toutes les émissions de CO<sub>2</sub> émises sur le territoire suisse par les consommateurs d'énergie mais aussi les autres gaz à effet de serre (méthane, oxydes d'azote, etc.) sont ici concernées. Ces émissions décroissent légèrement d'année en année mais on est encore très loin des objectifs du Conseil fédéral de diminuer de 20% les émissions en 2020 par rapport à 1990. Le Protocole de Kyoto, l'Accord de Paris et la loi sur le CO<sub>2</sub> fixent le cadre général. La Confédération dispose de ses propres outils de politique climatique, énergétique, environnementale et agricole. L'action au niveau cantonal dans le cadre des Modèles de prescriptions énergétiques cantonaux (MoPEC) et au niveau communal est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés légalement au niveau fédéral.

## 2 Trafic aérien international (depuis la Suisse) Enjeu : 10 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an (cirrus, trainées, vapeur d'eau et oxydes d'azote inclus)

A l'heure actuelle, les émissions du transport aérien ne sont encadrées par aucune réglementation. Les carburants aériens consommés par les avions en Suisse augmentent année après année. Le nombre de passagers augmente encore plus fortement : Les Suisses voyagent environ 2 fois plus que leurs voisins. Même lorsque les organisations internationales se seront entendues sur des règles globales de compensation carbone et sur des normes d'efficacité des moteurs et carburants, seules des mesures nationales pourront endiguer l'augmentation de la demande de voyages en avion.

## 3 Emissions grises importées Enjeu : 110 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

Une grande partie des produits consommés en Suisse sont fabriqués à l'étranger puis importés en Suisse. L'importation d'électricité d'origine fossile et celle de produits à base de pétrole importé est inclus dans les émissions domestiques. Toutes ces émissions grises doivent tendre vers le zéro grâce à un recours massif aux énergies renouvelables. La taxe CO<sub>2</sub>, des processus de productions optimisés, l'ecodesign ou l'économie circulaire permettront une réduction du nombre des produits consommés et contribueront à atteindre ces objectifs. Les marchés publics doivent également intégrer ce paramètre.

## 10 Mesures de protection du climat à l'étranger Enjeu : 100 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

La Suisse représente environ 1% du PIB de tous les pays industriels. Elle devrait donc participer à l'accord de Paris à hauteur d'un milliard de CHF (financement de mesures de réduction d'émission et d'adaptation à l'étranger). Cela représente une multiplication par quatre des contributions climatiques. Ces moyens supplémentaires peuvent provenir des dispositifs existants (par exemple la vente aux enchères / prix minimum des droits d'émission, affectation d'une partie de la taxe sur le CO<sub>2</sub>) et de nouvelles sources de financement (par exemple la taxe de billet d'avion, la taxe sur les transactions financières, la taxe sur les exportations et consommation de GES).

## 9 Règles d'investissement internationales et incitations Enjeu : élevé (quantification difficile)

Eviter ou rendre plus difficile les investissements dans l'extraction et la transformation du charbon? Comptabiliser et internaliser le poids carbone des décisions d'investissement? Au sein des banques de développement, de l'OCDE, et de l'ICAO, ou ailleurs, de nombreuses décisions sont prises en Suisse ou par des Suisses. La Suisse doit agir dans toutes les institutions dont elle est membre avec une attitude proactive. Elle doit également mettre en œuvre une politique extérieure compatible avec ses engagements climatiques.

## 8 Investissements directs Enjeu : 270 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

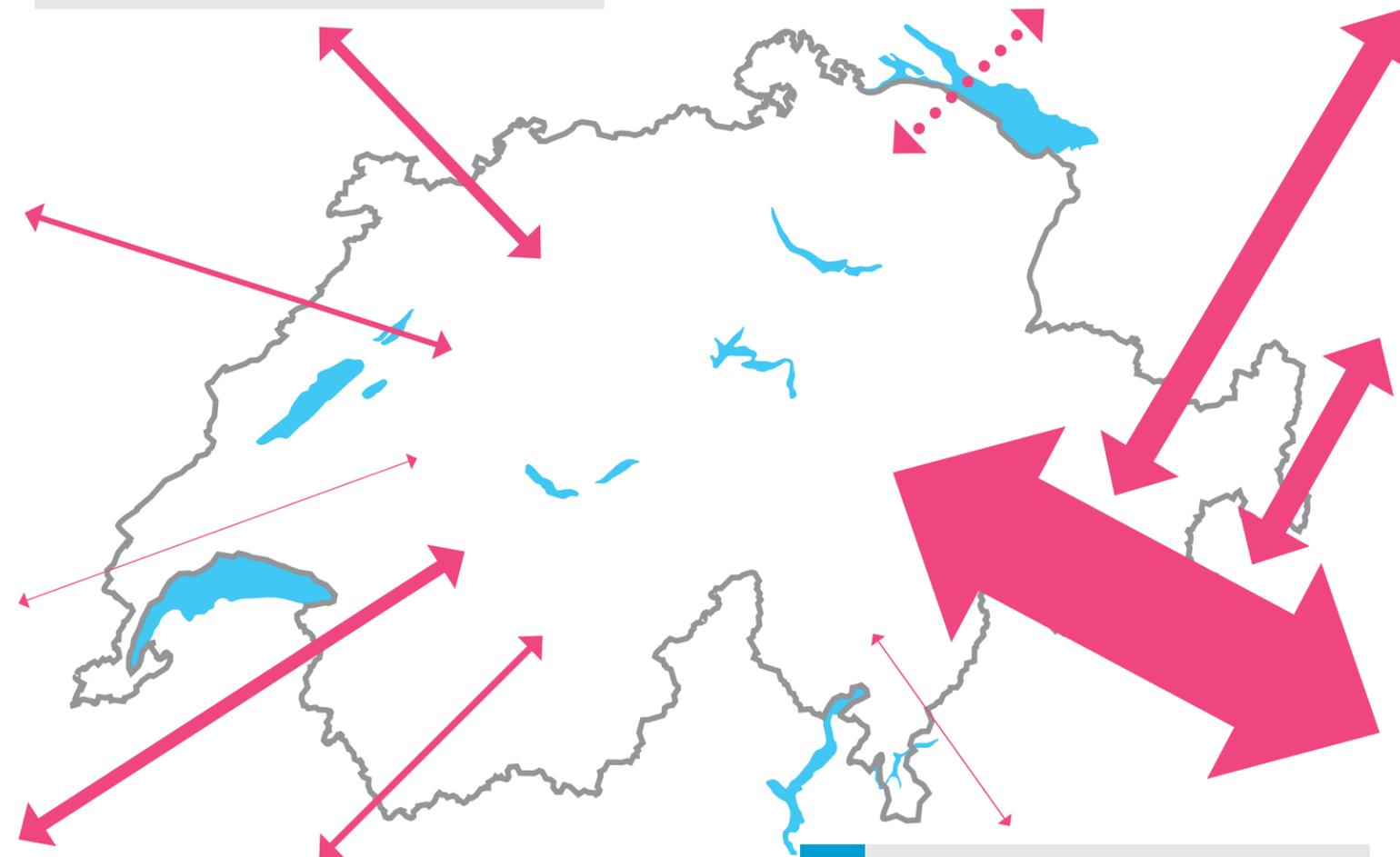
Selon la BNS, les investissements directs en capital suisse représentent 1447 Mrd. CHF, dont 40% concernent le secteur industriel. Ces engagements sont souvent réalisés par les entreprises suisses ou par celles ayant un siège en Suisse. Il est nécessaire d'augmenter la transparence et vérifier la durabilité de ces investissements et notamment leur compatibilité avec les questions climatiques.

## 7 Investissements en portefeuille Enjeu : 230 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

Selon la Banque Nationale suisse (BNS), le montant du portefeuille d'investissements suisse est de 1240 Mrd. CHF. Grâce à des mesures de désinvestissement dans les installations causant de hautes émissions de gaz à effet de serre ou dans les investissements reposant sur les réserves de matières premières fossiles, l'intensité en gaz à effet de serre du portefeuille suisse peut fortement diminuer. Le capital ainsi libéré peut être utilisé dans d'autres domaines comme les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique. Un investisseur avisé sur le plan climatique peut diviser par deux ses émissions cachées liées à son portefeuille.

## 6 Place financière suisse Enjeu : 1100 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

Les activités gérées depuis la place financière suisse ont un impact équivalent à 20 fois les émissions domestiques de la Suisse et représentent 2% des émissions mondiales. Seulement 5 pays ont un poids aussi lourd. Même si les gestionnaires de fonds et d'autres produits financiers et les investisseurs ne sont pas responsables individuellement de toutes les émissions associées à leur portefeuille, ce dernier représente un capital qui « travaille » contre le climat.



## 4 Emissions grises exportées Enjeu : 55 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an

L'industrie suisse repose grandement sur les exportations. Les émissions grises liées aux exportations sont du même ordre de grandeur que les émissions domestiques de la Suisse. Pour 3 produits exportés, l'industriel suisse a besoin d'importer 2 produits sous une forme ou sous une autre qui seront transformés et exportés. La baisse des émissions grises liée aux exportations contribuera ainsi de manière sensible à la limitation des émissions exportées. Il en est de même pour la baisse des émissions domestiques dans le domaine de l'industrie, des activités et des services.

## 5 Machines-outils suisses exportées Enjeu : 12 Mio. t éq. CO<sub>2</sub>/an (toutes machines)

Une fois en service à l'étranger, de nombreux outils industriels d'origine suisse nécessitent de l'énergie (par exemple les turbines à gaz, les moteurs électriques et les machines pour produits textiles). Ces produits sont compatibles au niveau climatique lorsqu'ils ont atteint un haut niveau d'efficacité et ne causent aucune émission de gaz à effet de serre. Grâce à la mise en place d'un environnement favorable à l'innovation et au capital-risque, la Suisse doit encourager légalement des technologies efficaces en carbone. L'impact climatique des machines d'origine suisse bénéficieront également au pays récepteur.